

Zones humides, réduction de la pauvreté et développement touristique durable

Opportunités et contraintes



Colophon

ISBN 978-90-5882-038-9

Cette publication devra citée comme il suit :

van der Duim, R et and Henkens, R, 2007, Zones humides, réduction de la pauvreté et développement du tourisme durable, opportunités et contraintes. Wetlands International, Wageningen, Hollande.

Traduction par Maimouna Diallo Kâ, Thies, Senegal

Photos de couverture par Elise Allart, TUI Nederland

Mise en page de Coen Mulder, Haarlem

Imprimé par Boom Planeta Graphics B.V.

Imprimé sur du papier certifié FSC



Contributeurs et bailleurs : Elise Allart, Kike Olsder, Gerdien Seegers, Marcel Silvius



Ce projet a été mené avec le soutien financier de Wetlands International par le biais de son projet Zones humides et réduction de la Pauvreté financé par le Ministère hollandaise des Affaires étrangères (DGIS)



Ce projet a été mené avec l'assistance financière du Programme des petites subventions pour les zones humides administré par l'IUCN - Comité National des Pays-Bas (IUCN NL/SWP)

Cette brochure a été rédigée par René van der Duim et René Henkens (Université de Wageningen et Centre de Recherches) en étroite collaboration avec d'autres participants au projet :



Table des Matières

Introduction 3

Zones humides, pauvreté et tourisme 4

Tourisme et conservation des zones humides :

les inconvénients 6

Comment le tourisme peut bénéficier à la conservation 9

Tourisme et réduction de la pauvreté 11

Traiter quelques contraintes communes 12

Du tourisme en faveur des pauvres au tourisme

durable en faveur des pauvres 14

Conclusion 18

Ressources Internet utiles 19

Participants 19

Photos de couverture, de gauche à droite :
Côte de la République Dominicaine
Tourisme de plage en République Dominicaine
Plan d'eau pour le raft dans les rizières de Bali
Souvenirs périssables et travail de l'enfant
Iguane à Bonaire Iguana on Bonaire

Introduction

Selon le Conseil mondial des voyages et du tourisme, en 2006, les voyages et le tourisme devraient générer :

- **6 477,2 milliards de dollars US d'activité économique**
- **10,3 % de l'ensemble du PIB mondial**
- **234 305 000 emplois ou 8,7 % de l'emploi total dans le monde**

Source : www.wttc.org

Dans les pays en développement, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions de personnes dépendent dans une large mesure des zones humides. L'histoire et la pratique ont montré que là où les zones humides se dégradent, la pauvreté s'accroît généralement, intensifiant les pressions sur les ressources de zones humides restantes et entraînant ainsi une plus grande dégradation et pauvreté. Il faut rompre ce cercle vicieux. La réduction de la pauvreté et la conservation des zones humides doivent aller de pair, car il n'y a pas d'autre choix, que ce soit du point de vue éthique ou dans la pratique.¹

De plus en plus, le développement touristique a été considéré comme une solution possible à la réduction de la pauvreté dans les aires humides mais, comme le montrera cette brochure, il y a des contraintes et aussi, des opportunités.

Le tourisme a besoin des zones humides. Les touristes aiment nager, se baigner, faire du canoë-kayak, de la plongée sous-marine ou en apnée, observer les oiseaux et d'autres éléments de la faune et de la flore sauvage, en apprendre davantage sur la nature ou tout simplement, jouir du paysage. Les zones côtières, les lacs, les fleuves et rivières, les mangroves et autres aires humides constituent donc une importante ressource touristique. Cependant, le lien entre tourisme et zones humides est complexe et parfois, antagoniste. Le tourisme peut avoir une incidence sur les zones humides : par exemple, en causant la perte d'habitats, la pollution, la surconsommation d'eau et des impacts visuels ou sonores.

Dans certaines conditions, le tourisme peut aussi être un mécanisme innovateur pour financer la conservation de la nature et la réduction de la pauvreté dans les aires humides et, par conséquent, les zones humides peuvent aussi avoir besoin du tourisme. Le tourisme peut servir d'opportunité de générer des fonds supplémentaires pour la conservation de la nature et aussi, d'opportunité pour les communautés d'élaborer des stratégies durables et économiques.

Il est souvent difficile de trouver l'équilibre entre conservation de zones humides et développement durable du tourisme, car le tourisme peut générer d'autres problèmes environnementaux et sociaux pour les régions mêmes qu'il doit protéger. La présente brochure décrit en premier lieu la relation entre tourisme et zones humides, et examine également les inconvénients ainsi que les opportunités que pourrait présenter le tourisme pour la conservation de la nature et la réduction de la pauvreté. En deuxième lieu, elle présente quelques contraintes communes et en troisième lieu, discute des rôles que peuvent jouer les principaux acteurs du développement d'un tourisme durable en faveur des pauvres. Elle décrit en détail certaines des principales leçons apprises (voir encadrés). Pour finir, elle présente

Quel est l'objet de la présente brochure ?

Cette brochure discute des relations complexes entre zones humides, réduction de la pauvreté et développement touristique durable. Elle cible les cadres moyens d'organisations gouvernementales, non gouvernementales et privées qui travaillent en vue du développement touristique durable dans les zones humides, qui soit en faveur des couches sociales pauvres.

La brochure présente les principales opportunités et contraintes que comporte la combinaison de l'utilisation rationnelle et de la conservation des zones humides avec la réduction de la pauvreté et le développement touristique durable.

quelques ressources Internet utiles à lire. Ainsi, la brochure a pour but de renforcer la connaissance des relations dynamiques entre conservation des zones humides, réduction de la pauvreté et développement du tourisme.

La brochure a été développée à travers la coopération entre Wetlands International, le Comité néerlandais pour l'UICN (CN-UICN), l'organisme néerlandais de développement Cordaid, l'entreprise de voyages TUI Nederland, le Secrétariat de la Convention de Ramsar et le Groupe Tourisme et Environnement de l'Université et Centre de Recherche de Wageningen. Ces organisations, en collaboration avec de nombreuses autres, appuient l'utilisation rationnelle et la conservation des zones humides ainsi que la réduction de la pauvreté, par le développement du tourisme, entre autres moyens. Elles exécutent des projets, effectuent de la recherche et travaillent avec un large éventail de réseaux et d'intervenants pour contribuer à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, par l'intégration de la gestion des zones humides, des stratégies de réduction de la pauvreté et du tourisme.

Au cours des prochaines années, Wetlands International s'engagera dans une large gamme d'activités dans le cadre de son Projet Zones Humides et Réduction de la Pauvreté. Ces activités sont organisées en quatre domaines thématique : politique et partenariat, projets de démonstration, renforcement des capacités et sensibilisation, et vulgarisation. Le tourisme jouera un rôle accru dans ces activités. La présente brochure, qui est la première étape de la sensibilisation au lien entre zones humides, réduction de la pauvreté et tourisme, ambitionne de servir de catalyseur pour le développement d'autres activités dans un proche avenir.

1. Voir par exemple R.J. Fisher, S. Maginnis, W.J. Jackson, E. Barrow et S. Jeanrenaud (2005), *Poverty and Conservation : Landscapes, People and Power*. Gland, Suisse : UICN.

Zones humides, pauvreté et tourisme

Les zones humides sont de précieux écosystèmes qui occupent environ 6 % de la surface de la terre. Elles procurent de nombreux biens et services, non seulement aux populations riveraines, mais aussi aux communautés vivant en dehors des aires humides.

Nombre de zones humides sont des emplacements touristiques privilégiés. Comme pour la plupart des zones côtières, les zones humides ne sont pas toutes protégées, bien que certaines, qui sont des lieux de prédilection, soient désignées comme Parcs nationaux, Sites du patrimoine mondial, et Zones humides d'importance internationale (sites Ramsar). Les zones humides fournissent, indirectement, d'importants services touristiques. Elles procurent aux touristes des ressources comme la nourriture et l'eau, ainsi que des matières premières pour la construction d'infrastructures touristiques; elle régulent aussi les processus écologiques qui favorisent un

environnement sain, tel que la régulation du climat et l'épuration de l'eau.

Les zones humides elles-mêmes sont aussi une importante attraction touristique. La Convention de Ramsar sur les zones humides répartit celles-ci en trois principales catégories d'habitats : (1) les zones humides marines/côtières telles que les plages, les estuaires, les lagunes, les mangroves et les récifs coralliens; (2) les zones humides intérieures telles que les lacs, les fleuves et rivières, les tourbières, les marais, les ruisseaux, les criques et les chutes d'eau; et (3) les zones humides artificielles telles que les rizières, les canaux et les bassins. Dans toutes ces trois catégories, les zones humides constituent une importante source de tourisme et de loisirs où l'on peut prendre des bains de soleil, nager, faire du nautisme, du canoë-kayak, de la plongée sous marine ou en apnée, de la pêche sportive, de la

chasse, de la photographie, observer la faune, faire de l'ornithologie, de l'éducation ou tout simplement jouir du paysage.

A travers l'histoire, il y a eu un lien étroit entre les zones humides et le tourisme. Par exemple, depuis des siècles, les touristes fréquentent la côte méditerranéenne. Aujourd'hui, ils sont des millions à affluer dans cette région chaque année, et leur nombre pourrait atteindre entre 235 millions et 355 millions d'individus d'ici à 2025, soit environ le double des niveaux atteints en 1990.

Dans l'aire humide de Florida Keys aux Etats-Unis, le tourisme génère au moins 800 millions de dollars US de revenu annuel. Le tourisme est la plus grande activité commerciale dans la région du Great Barrier Reef en Australie. L'industrie du tourisme nautique est un des principaux contributeurs aux économies locales et nationales. Le Parc marin du Great Barrier Reef enregistre en moyenne 1,8 millions visiteurs/jour par an.

Dans nombre de ces destinations plus traditionnelles, le tourisme s'est développé dans des aires humides en particulier, mais a parfois appauvri les ressources mêmes dont il dépend. L'encadré 1 illustre comment le tourisme en Méditerranée a empiété sur les zones humides. Il devrait servir de sonnette d'alarme pour les gestionnaires d'aires humides où le développement touristique ne fait que commencer.

Le tourisme est en train de détruire de précieuses zones humides et de menacer l'approvisionnement en eau en Méditerranée; c'est du moins ce qu'affirme une récente étude du WWF.² Déjà, la France, la Grèce, l'Italie et l'Espagne ont perdu la moitié de leurs aires humides initiales. Le rapport indique que les touristes et les installations touristiques dans la région utilisent jusqu'à 850 litres d'eau par personne et par jour pendant l'été – pratiquement quatre fois la consommation quotidienne du citoyen espagnol moyen. Toutefois, l'installation d'appareils pas chers, tels que les robinets et toilettes économiseurs d'eau pourrait réduire la consommation d'eau jusqu'à 50 %. En outre, les mauvais systèmes de traitement des eaux ne peuvent pas satisfaire les demandes touris-

Encadré 1. Comment le tourisme est en train de dégrader les zones humides de la Méditerranée

Le tourisme est en train de détruire de précieuses zones humides et de menacer l'approvisionnement en eau en Méditerranée; c'est du moins ce qu'affirme une récente étude du WWF.² Déjà, la France, la Grèce, l'Italie et l'Espagne ont perdu la moitié de leurs aires humides initiales. Le rapport indique que les touristes et les installations touristiques dans la région utilisent jusqu'à 850 litres d'eau par personne et par jour pendant l'été – pratiquement quatre fois la consommation quotidienne du citoyen espagnol moyen. Toutefois, l'installation d'appareils pas chers, tels que les robinets et toilettes économiseurs d'eau pourrait réduire la consommation d'eau jusqu'à 50 %. En outre, les mauvais systèmes de traitement des eaux ne peuvent pas satisfaire les demandes touristiques de plus en plus importantes, et les eaux non traitées contaminent la mer et les rivières, constituant ainsi une menace pour les poissons et les oiseaux d'eau. Selon Holger Schmid, du Programme eaux douces méditerranéennes du WWF, "La demande de plus en plus grande de l'industrie touristique pour des équipements et services qui bouffent de l'eau, tels que parcs d'attractions nautiques, terrains de golf et aménagements paysagers, est en train de détruire la ressource même dont elle dépend".

Côte de la République Dominicaine, Elise Allart-TUI Nederland



tiques de plus en plus importantes, et les eaux non traitées contaminent la mer et les rivières, constituant ainsi une menace pour les poissons et les oiseaux d'eau. Selon Holger Schmid, du Programme eaux douces méditerranéennes du WWF, "La demande de plus en plus grande de l'industrie touristique pour des équipements et services qui bouffent de l'eau, tels que parcs d'attractions nautiques, terrains de golf et aménagements paysagers, est en train de détruire la ressource même dont elle dépend".

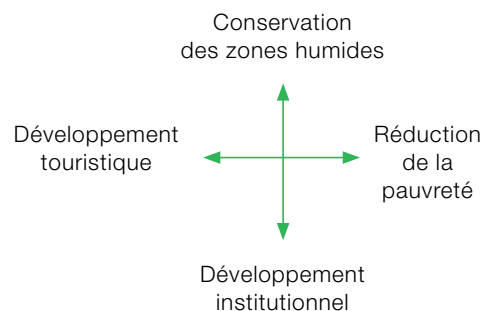
Contrairement à l'Europe et aux Etats-Unis, où il a commencé au début des années 1900, ailleurs dans le monde, et en particulier dans les pays en développement, le tourisme s'est développé assez récemment. Dans ces pays, le tourisme est de plus en plus reconnu par les gouvernements comme une opportunité de croissance économique et aussi, un instrument de réduction de la pauvreté. Selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT/NU)³, le tourisme est un produit d'exportation principal pour 83 % des pays en développement. Ces pays ont fait état de près de 300 millions d'arrivées internationales en 2000, soit une augmentation de 95 % depuis 1995. Les pays les moins avancés (PMA) ont accueilli environ 5 millions de touristes, soit une hausse de près de 75 % en une décennie. Quatre vingt pour cent des pauvres dans le monde (ceux dont le revenu est inférieur à 1 dollar US par jour) vivent dans seulement 12 pays en développement et PMA. Dans 11 de ces pays, le tourisme est important et en expansion : les pays en développement attirent une part croissante du marché touristique international qui est passée de 21 % en 1973 à 42 % en 2000. Le tourisme intérieur est un marché important et en rapide expansion; les PMA ont atteint une croissance de 45 % de revenu par arrivée internationale dans la période 1990-2000. En 2000, le tourisme était classé troisième parmi les principaux secteurs d'exportation de marchandises pour les pays en développement et les PMA. Si l'on exclut les exportations de l'industrie pétrolière (elles ne sont importantes que dans trois PMA) le tourisme est la principale source de devises dans les 49 PMA. Par conséquent, pour nombre des pauvres dans le monde, le tourisme est une réalité concrète.

Le tourisme présente des caractéristiques qui laissent supposer que dans certaines circonstances il

peut être particulièrement précieux pour le développement en faveur des populations pauvres⁴ :

- le tourisme est plus diversifié que bon nombre d'autres industries, augmentant la possibilité de participation massive;
- le tourisme est consommé au point de production, offrant des possibilités de liens économiques;
- le tourisme est fortement dépendant du capital naturel (flore et faune, paysage) et de la culture, des atouts que possèdent la plupart des pays les plus pauvres et des aires humides;
- le tourisme peut être à plus forte intensité de main-d'œuvre que l'industrie, et procure généralement une large gamme d'opportunités d'emploi;
- comparé à d'autres industries modernes, le tourisme emploie un plus grand nombre de femmes et de jeunes. Il crée aussi des opportunités pour de nombreux petits entrepreneurs.

Dans nombre de pays en développement, la pauvreté elle-même est l'un des facteurs essentiels de la dégradation des zones humides. Et bien que les activités touristiques aient souvent lieu dans des endroits où vivent des populations pauvres, leurs opportunités de tirer profit du tourisme demeurent inexploitées. Souvent, les décideurs ne comprennent pas les opportunités et les contraintes liées au développement touristique durable en faveur des pauvres dans les zones humides. La présente brochure explore certains des moyens d'optimiser l'impact du tourisme sur l'utilisation rationnelle et la conservation des zones humides, ainsi que la réduction de la pauvreté. Elle se concentre sur les pays et régions du monde où la pauvreté est généralisée, et vise à contribuer à la connaissance des liens complexes entre :



2. L. De Stefano (2004), *Freshwater and Tourism in the Mediterranean*. Rome : WWF- Programme méditerranéen.

3. Voir p. ex., Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (2004), *Tourism and Poverty Alleviation. Recommendations for Action*. Madrid : OMT/NU.

4. C. Ashley, D. Roe et H. Goodwin (2001), *Pro-poor tourism strategies : making tourism work for the poor*, Londres : Overseas Development Institute, Institut international pour l'environnement et le développement, et Centre pour le tourisme responsable. Voir aussi : Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (2004), *Tourism and Poverty Alleviation. Recommendations for Action*. Madrid : OMT/NU.

Encadré 2. Développement touristique durable en faveur des pauvres

Ces quinze dernières années, il y a eu de nombreux débats sur le moyen de rendre le tourisme plus durable. Des termes tels que tourisme durable, écotourisme, tourisme communautaire et tourisme responsable ont été utilisés pour décrire les diverses stratégies employées pour renforcer la contribution du tourisme au développement durable. La présente brochure place au cœur du débat les pauvres, la pauvreté et l'utilisation rationnelle et la conservation des zones humides. Elle propose des moyens de développer le tourisme dans les zones humides de manière à générer des bénéfices nets pour les populations pauvres. Ces bénéfices peuvent être économiques, mais aussi sociaux, environnementaux ou culturels. Pour générer ces bénéfices, les pouvoirs publics, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les organisations communautaires et les pauvres eux-mêmes ont tous des rôles cruciaux et très différents à jouer. Le développement touristique durable en faveur des pauvres dans les zones humides présuppose des politiques saines, des partenariats solides et la participation active de toutes les parties intéressées.

Tourisme de plage en République Dominicaine, Elise Allart-TUI Nederland



Tourisme et conservation des zones humides : les inconvénients

Pour le mouvement socio-écologiste, le tourisme représente largement une arme à double tranchant, en ce sens qu'il s'agit d'une activité à la fois décriée et révéérée. Il est devenu le centre de la critique, en raison de ses impacts, et de la promotion, en tant que moyen de réaliser le développement durable

Mowforth et Munt (2003 : 141)

Les zones humides remplissent des fonctions écologiques diverses dans le cycle de vie de nombre de plantes et animaux, généralement à l'échelon locale, mais souvent à l'échelle régionale ou globale. Par exemple, les zones humides peuvent servir d'aire d'été, de halte migratoire, de quartiers d'hiver et/ou de site de reproduction pour des oiseaux migrateurs tels que oies, sternes et limicoles. Les voies de migration des oiseaux peuvent couvrir des milliers de kilomètres, ce qui souligne la nécessité de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides – qu'il s'agisse d'aires protégées ou pas – le long de la voie⁵. Leurs longues migrations et leur tendance à se concentrer en grands nombres dans certaines zones humides rendent les oiseaux

d'eau visibles et attractifs. Ce sont d'importants indicateurs de la situation écologique et de la productivité des écosystèmes de zones humides, et leur présence est grandement appréciée par de nombreux intervenants, y compris les populations locales, les touristes et les entreprises associées. Les oiseaux d'eau et autres espèces des zones humides offrent de nombreuses possibilités pour l'utilisation durable des zones humides, en particulier par l'écotourisme. Malheureusement, trop souvent, les principes d'utilisation rationnelle des zones humides n'ont pas été correctement appliqués.

Le tourisme peut aussi avoir une incidence sérieuse sur la ressource même dont il dépend. En termes de biodiversité, ces impacts peuvent affecter l'équilibre écologique des écosystèmes et par conséquent, leur diversité spécifique.

Les impacts du tourisme sur les valeurs écologiques des zones humides découlent des transports et de l'infrastructure touristiques; de la construction, l'entretien et l'utilisation de logements et d'installations touristiques, et de la présence et des activités des touristes dans les aires humides. Ces impacts peuvent être à la fois directs et indirects; peuvent aller du réchauffement global et du change-

ment climatique aux effets tels que les dommages causés par le piétinement ou la pollution de la nappe souterraine; et peuvent être à court terme ou persistants.

Voici quelques exemples de risques environnementaux majeurs liés au tourisme⁷ :

La construction d'installations touristiques telles que hôtels, pavillons, restaurants, centres d'accueil ou aires de camping et de l'infrastructure connexe, ainsi que les problèmes associés de pollution de l'eau et du sol, peuvent avoir de sérieux impacts sur la biodiversité dans les aires humides. L'utilisation concentrée autour des installations peut avoir des effets négatifs sur la végétation et la faune. Les installations touristiques et leur utilisation requièrent des ressources pour les touristes, comme nourriture et eau, et des matières premières pour la construction d'infrastructures, qui peuvent être prélevées dans les zones humides.

Les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre causent une pollution due aux émissions carbonées, contribuant ainsi au changement climatique mondial qui peut avoir une incidence sévère sur la biodiversité⁸, par exemple, en blanchissant les récifs coralliens. Le changement climatique est aussi une menace pour nombre des pauvres qui pourraient voir leur utilisation des terres et des ressources en eau compromise par des sécheresses et des crues de plus en plus fortes. Le transport également peut avoir des effets négatifs directs sur l'environnement (p. ex., suppression de la végétation, perturbation des animaux, échappements de pétrole et de fioul des navires et autres embarcations). Les mammifères marins peuvent être blessés ou tués par des chocs avec les bateaux.

Les visiteurs peuvent perturber la faune, y compris les espèces qui ne les attirent pas, en faisant du bruit ou en harcelant les animaux. Et l'impact peut durer au-delà de la période de contact initial. Les chasseurs ou les pêcheurs peuvent modifier la dynamique de population ou peuvent demander l'introduction d'espèces étrangères et de populations plus nombreuses d'espèces ciblées. Comme expliqué dans l'Encadré 4, la vente de souvenirs fabriqués à partir d'espèces en danger d'extinction est aussi en train

Encadré 3. Les récifs coralliens

Les récifs coralliens illustrent la relation complexe, et parfois antagoniste, entre tourisme et zones humides. Les pays dotés de récifs coralliens attirent des millions de plongeurs chaque année. Globalement, l'on estime que le tourisme fournit près de 10 milliards de dollars US par an de bénéfices nets – presque deux fois autant que les pêches – et beaucoup plus que ce montant en dépenses des touristes. Cependant, les recettes générées par le tourisme dans les récifs coralliens sont menacées par la dégradation de ces récifs, souvent provoquée par l'expansion touristique. Les dommages directs causés par les touristes et les impacts indirects de la construction anarchique et de l'exploitation irresponsable d'installations touristiques représentent une menace pour les récifs et les revenus qu'ils génèrent pour les populations locales.⁶

Plongée près de Bonaire,
TUI Nederland



de détruire le bel environnement naturel que les touristes viennent admirer.

Cependant, l'impact du tourisme peut ne pas se limiter à la base de ressource écologique. L'introduction du tourisme pourrait générer à la fois des transformations socioéconomiques et culturelles, dont la discussion dépasse de loin le cadre de cette brochure. Cependant, en bref : le tourisme a d'un côté la capacité de contribuer au développement socioéconomique régional. Les décideurs ont souvent fait montre d'un grand optimisme concernant les impacts favorables du tourisme sur la balance des paiements, l'emploi et le revenu, ainsi que sur les activités entrepreneuriales. Cependant, ces retombées économiques sont souvent accompagnées de divers coûts, y compris une forte inflation et spéculation foncière dans les destinations touristiques, de faibles rendements de l'investissement en raison des fluctuations saisonnières de la demande et la dépendance excessive vis-à-vis du tourisme. Le tourisme ne procure pas toujours des retombées socioculturelles aux aires d'accueil. Il peut tout aussi bien entraîner l'exacerbation des problèmes existants et la création de nouveaux, souvent liés aux inégalités d'accès aux ressources, à la répartition inégale des bénéfices et la perception de perte de contrôle et de possession au profit des aménagements.¹⁰

Pour traiter ces inconvénients et assurer l'utilisation rationnelle et durable des zones humides, il convient de procéder à une planification et une gestion soigneuses, qui prennent en considération non seulement les impacts environnementaux mais aussi, les conséquences économiques et sociales connexes du développement touristique dans les zones humides. Par exemple, les impacts environnementaux peuvent également induire des coûts financiers et économiques additionnels relatifs à la prévention, la protection et la restauration de l'habitat. De surcroît, il peut y avoir d'importants conflits liés au partage inéquitable des bénéfices générés par l'utilisation touristique des zones humides. Dans le même ordre d'idées, le tourisme dans les aires humides peut avoir des coûts sociaux, par exemple,

Encadré 4. Souvenirs⁹

De nombreuses personnes citent la beauté naturelle et la faune et la flore comme étant la principale raison pour laquelle ils visitent une destination. Or, en achetant ne serait-ce qu'un coquillage ou un corail, ils contribuent à la destruction de la ressource dont dépend le tourisme. Chaque année, les inspecteurs des douanes saisissent des dizaines de milliers de souvenirs de touristes fabriqués à partir d'espèces en voie d'extinction, qui sont protégées par la Convention des Nations Unies sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Signée par plus de 165 pays, la CITES réglemente le commerce d'environ 5 000 espèces animales et 25 000 espèces végétales.

Malheureusement, les souvenirs fabriqués à partir d'espèces menacées d'extinction sont vendus ouvertement dans les villages de vacances, et il peut être difficile pour les touristes d'imaginer qu'ils font quelque chose de mal. Cependant, dans des cas graves, les touristes qui rentrent chez eux avec de tels produits dans leurs bagages risquent de lourdes amendes.

Les produits dérivés d'espèces menacées d'extinction qui sont couramment vendus sont les carapaces de tortues, les peaux de reptiles, les coraux et les coquillages. L'importation ou l'exportation de nombre de ces produits est illégale, alors que pour d'autres, il peut être nécessaire d'obtenir des permis compliqués.

Souvenirs périssables et travail de l'enfant, TUI Nederland



baisse de la qualité de vie ou perturbation des activités communautaires quotidiennes.

Naturellement, la prise de décision au niveau local sur le développement du tourisme dans les aires humides fait partie d'un processus beaucoup plus vaste et complexe, dans lequel les intervenants qui ont des intérêts souvent opposés doivent travailler ensemble pour trouver des solutions communes et réduire leurs différences.

5. Voir Programme des Nations Unies pour l'Environnement – Accord sur les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie, www.unep-aewa.org

6. CEEC (2003), *The Economics of Worldwide Coral Reef Degradation*, Zeist : WWF-Pays-Bas.

7. Voir, p. ex., P.F.J. Eagles, S. F. McCool et Chr. D. Haynes (2002), *Sustainable Tourism in Protected Areas. Guidelines for Planning and Management*. World Commission on Protected Areas (WCPA), Best Practice Protected Area Guidelines Series No. 8. Cambridge : UICN – Union mondiale pour la nature.

8. Voir Programme des Nations Unies pour l'Environnement – World Conservation Monitoring Centre <http://www.unep-wcmc.org/climate>

9. Voir, p. ex., <http://www.responsibletravel.com/>; <http://www.ifaw.org>; <http://www.panda.org/>; <http://www.cites.org/>

10. Pour une discussion approfondie sur le coût et les bénéfices du tourisme, voir, p. ex., G. Wall et A. Mathieson (2006), *Tourism, Change and Opportunities*, Harlow : Pearson Education Limited, et M. Mowforth et I. Munt (2003), *Tourism and Sustainability. Development and New Tourism in the Third World*. Londres : Routledge.



Encadré 5. Etude de cas : les zones humides de Kuala Gula en Malaisie

Une étude de cas des zones humides de Kuala Gula, situées dans la région la plus septentrionale de la Réserve de forêt de mangroves de Larut-Matang en Malaisie, illustre comment la conservation des zones humides et le tourisme peuvent aller de pair. Entre 2003 et 2005, Wetlands International a mis en œuvre un projet touristique communautaire afin d'offrir des revenus alternatifs aux communautés locales, et ainsi, de réduire la pression sur les ressources halieutiques et mangroviennes. Par le biais du projet, deux organisations formelles à base communautaire ont été créées; leurs membres ont reçu une formation pour mener des activités touristiques au niveau du site. A la suite de ce travail, la communauté locale et les organismes gouvernementaux locaux ont été sensibilisés à l'importance et aux valeurs des zones humides de Kuala Gula pour les moyens d'existence locaux et l'économie locale. La communauté locale a amélioré sa connaissance et sa compréhension de la conservation et de la gestion des zones humides de Kuala Gula. Les communautés locales ont compris l'importance du maintien d'un environnement plus propre à Kuala Gula pour améliorer leur santé en tant que préalable à l'améliorer

du potentiel de la zone pour l'écotourisme et les affaires. Un système de collecte des ordures ménagères, payé par ses utilisateurs, a été mis en place, ce qui a permis une nette amélioration de la propreté. Environ 80 % des membres de la communauté étaient disposés à payer le coût minimal d'1,30 € par mois par foyer. Il est ressorti d'une enquête communautaire réalisée en 2006 que plus de 80 % des participants ont admis que la collecte des ordures s'était améliorée, tout comme l'état des mangroves. De nombreux villageois ont également reconnu que les effectifs d'oiseaux d'eau avaient augmenté.

Les villageois ont trouvé le programme de formation utile pour la communauté locale. Environ un quart des villageois interrogés ont convenu que les activités touristiques ont généré des revenus supplémentaires, mais les villageois ont cependant pensé que les activités devraient être diversifiées.

Le nombre de groupes de voyageurs à destination des zones humides de Kuala Gula s'est récemment accru, avec l'amélioration de l'accès au site due à la construction d'un nouveau pont à Kuala Kurau. Un nombre de touristes estimé

entre 500 et 1 000 par mois utilisent les chalets sur le site et environ trois bus remplis de touristes par mois utilisent des installations communes. Le nombre accru de touristes se rendant à Kuala Gula s'est traduit par la génération de revenu pour les exploitants de chalets et de bateaux et les guides écologiques, ainsi que les propriétaires de restaurants où l'on sert des poissons et fruits de mer, ainsi que d'épiceries et de magasins. Cependant, les populations locales ont indiqué que la plupart des groupes de voyageurs étaient organisés par des agences et qu'ils ne mettaient pas suffisamment l'accent sur les valeurs de la nature, en particulier des mangroves. Les agences de voyages n'ont pas véhiculé le message de la conservation.

Wetlands International - Malaysia

Comment le tourisme peut bénéficier à la conservation

De nombreuses zones humides sont des emplacements touristiques privilégiés. En conséquence, le tourisme a été et est toujours en mesure de contribuer à une sensibilisation de plus en plus grande à la valeur de la nature en général et des zones humides en particulier. De la sorte, le tourisme peut créer un appui public pour la conservation des zones humides.

Le développement touristique peut aussi être un moyen de rendre les zones humides économiquement viables et peut procurer des emplois et des revenus aux populations locales. De plus, certains sites de zones humides ont pu mobiliser des fonds considérables directement à partir du tourisme (voir aussi Encadré 11). Certains des mécanismes utilisés pour mobiliser ces fonds sont examinés ci-dessous.

Le tourisme est en rapide expansion et les régions qui sont susceptibles d'enregistrer la plus grande croissance se trouvent dans les pays en développement où la diversité biologique est très forte. Malheureusement, bon nombre d'organisations pour la conservation disposent de fonds insuffisants pour répon-

dre convenablement aux demandes du tourisme et de la conservation des zones humides. Il est évident que les zones humides procurent à la société tout un éventail de services essentiels, et ces services doivent être reconnus par une forme ou une autre de financement public.

Cependant, étant donné que cela n'est pas toujours possible, les gestionnaires doivent se montrer inventifs dans la collecte de fonds, et pour cela, le tourisme est une source prometteuse.

Les principales méthodes utilisées par les aires protégées pour collecter des fonds en vue de la conservation de la nature sont les suivantes¹¹ :

- *Les droits d'entrée* : droits payés par personne ou par véhicule, ou combinaison des deux, pour l'entrée et l'accès aux aires humides;
- *Les frais d'utilisation* : frais appliqués aux visiteurs pour entreprendre des activités récréatives spécifiques ou pour l'utilisation d'équipements spécialisés dans les aires humides, soumis au respect des règlements de l'aire (p. ex., pour le parking, le camping, la pêche, la chasse, le nautisme, la plongée, les sports, la photographie, etc.);
- *Les concessions et baux* : contrats entre gestionnaires d'aires humides et entreprises ou individus, permettant à ces derniers d'exploiter leur affaire à l'intérieur de l'aire humide;
- *L'exploitation directe d'activités commerciales* : l'offre de biens et services commerciaux (tels que hébergement, guides, matériel de location spécialisé, ventes d'aliments, ou commerce de vêtements, d'art et de souvenirs, par exemple);
- *Les taxes* : prélèvements sur certains biens, services ou transactions qui procurent des fonds pour les administrations nationales ou locales et qui, dans ce cas, servent à appuyer la conservation des aires humides;
- *Les bénévoles et les donations* : les bénévoles sont des personnes qui offrent leurs services à une aire humide de leur plein gré et sans paiement (sauf, dans certains cas, pour prendre en charge leurs frais de subsistance essentiels); les donations sont des dons ou de l'argent ou, dans certains cas, des biens et services, qui sont offerts pour appuyer la conservation des zones humides.



Raft dans les rizières de Bali, Elise Allart-TUI Nederland

Il est évident que, puisque les zones humides dépendent de plus en plus du revenu du tourisme pour financer les initiatives de conservation, les communautés locales doivent se disputer les revenus avec les projets de conservation. La difficulté consiste à canaliser une portion substantielle du revenu généré par ces moyens vers des projets communautaires/locaux de réduction de la pauvreté. La conservation pourrait faire plus pour traiter la réduction de la pauvreté, puisque la réduction de la pauvreté peut aussi entraîner de meilleurs résultats en ce qui concerne la conservation. Lorsque l'on développe des opérations commerciales, on doit y impliquer les populations locales vivant à l'intérieur ou autour de ces zones, afin de procurer emplois et revenus à la communauté.

En outre, il faut être réaliste en ce qui concerne le potentiel de mobilisation de fonds touristiques. Dans de nombreux sites de zones humides, les intervenants ont tendance à surestimer les bénéfices et à sous-estimer les coûts et cela, parce que souvent, ils n'établissent pas de plans de gestion appropriés et ne comprennent pas les réalités commerciales du tourisme. Qui plus est, toutes les aires humides devraient également chercher à diversifier leurs sources de financement afin d'atténuer les risques associés à la dépendance excessive à l'égard d'une seule source, quelle qu'elle soit. Les revenus générés par le tourisme procurent une source de financement pour la gestion de sites, mais ce financement peut être instable, étant donné que le

Plan d'eau pour le raft dans les rizières de Bali, Elise Allart-TUI Nederland



Encadré 6. Marketing de produits croisés et vente d'image

Le marquage de la destination peut être un autre mécanisme intéressant pour combler le fossé entre tourisme, conservation des zones humides et réduction de la pauvreté. Les zones humides pourraient représenter une 'propriété intellectuelle' précieuse, en tant qu'image à laquelle les entreprises souhaitent être associées. Quelques aires protégées gagnent tirent des revenus substantiels de la vente de licences pour utiliser leurs noms et leurs images. Le marketing de produits croisés est une pratique commerciale très répandue, mais rare dans les aires protégées. Comme exemple de marketing de produits croisés, un organisme de conservation pourrait développer un emblème qui a obtenu une licence d'utilisation sur une gamme de vêtements, de produits, d'équipements et d'accessoires, moyennant paiement d'une redevance.¹³ Chose importante, ce marquage peut aussi bénéficier aux pauvres par la promotion des produits locaux et le renforcement des liens entre tourisme et économie locale. Une gamme de produits locaux – par exemple des aliments ou des souvenirs – pourrait être vendue sous une marque définie, avec des critères de qualité bien définis et la reconnaissance par le marché.

Aguaiales, Pérou, W. Guzmán / Crevette tigrée rose, M. Silvius / Iguane à Bonnaire



nombre de visiteurs change et que le revenu qu'ils génèrent doit être mis en balance avec les coûts de la gestion du tourisme.

Un récent rapport du WWF¹² conclut que, quel que soit le type d'arrangement organisationnel appliqué pour gérer une aire protégée, plusieurs conditions doivent être remplies si les gestionnaires veulent être efficaces pour attirer les fonds dont ils ont besoin. Celles-ci incluent, en particulier :

- La fixation et la mise en œuvre d'*objectifs clairs de gestion* de l'aire protégée qui sont compris et généralement acceptés par l'ensemble des intervenants locaux, nationaux et internationaux, des communautés locales aux organismes intergouvernementaux;
- La *transparence et l'imputabilité* dans la gestion et l'utilisation des fonds;
- La *capacité à utiliser les fonds* pour une gestion efficace de l'aire protégée, y compris le maintien de personnel bien formé et compétent, et des dépenses judicieuses sur l'infrastructure et l'équipement nécessaires;
- Le *maintien de bonnes relations avec les princi-*

paux intervenants, notamment les communautés locales, le secteur privé, et les administrations locales et nationales.infrastructure;

Le marquage de la destination peut être un autre mécanisme intéressant pour combler le fossé entre tourisme, conservation des zones humides et réduction de la pauvreté. Les zones humides pourraient représenter une 'propriété intellectuelle' précieuse, en tant qu'image à laquelle les entreprises souhaitent être associées. Quelques aires protégées gagnent tirent des revenus substantiels de la vente de licences pour utiliser leurs noms et leurs images. Le marketing de produits croisés est une pratique commerciale très répandue, mais rare dans les aires protégées. Comme exemple de marketing de produits croisés, un organisme de conservation pourrait développer un emblème qui a obtenu une licence d'utilisation sur une gamme de vêtements, de produits, d'équipements et d'accessoires, moyennant paiement d'une redevance.¹³ Chose importante, ce marquage peut aussi bénéficier aux pauvres par la promotion des produits locaux et le renforcement des liens entre tourisme et

économie locale. Une gamme de produits locaux – par exemple des aliments ou des souvenirs – pourrait être vendue sous une marque définie, avec des critères de qualité bien définis et la reconnaissance par le marché.

11. Voir X. Font, J. Cochrane et R. Tapper (2004), *Tourism for Protected Area Financing : Understanding Tourism Revenues for effective management plans*, Leeds, Royaume-Uni : Leeds Metropolitan University. Voir aussi B. Spergel (2001), *Raising Revenues for Protected Areas. A menu of options*. Washington D.C : Centre for Conservation Finance, WWF Washington, et P.A. Verwey et M. de Man (2005), *We cannot afford more biodiversity loss : the urgency of protected area financing*. Amsterdam : Greenpeace International, www.greenpeace.org.

12. X. Font, J. Cochrane et R. Tapper (2004), *Tourism for Protected Area Financing : Understanding Tourism Revenues for effective management plans*, Leeds, Royaume-Uni : Leeds Metropolitan University.

13. Voir, p. ex., P.F.J. Eagles, S. F. McCool et Chr. D. Haynes (2002), *Sustainable Tourism in protected Areas. Guidelines for Planning and Management*. World Commission on Protected Areas (WCPA), Best Practice Protected Area Guidelines Series No. 8. Cambridge : UICN –Union mondiale pour la nature.

Tourisme et réduction de la pauvreté

Etant donné que la survie et les revenus de bon nombre de pauvres dépendent des biens et services que procurent les zones humides, la dégradation de ces dernières constitue une menace pour leurs moyens de subsistance et ils n'ont pas d'autres ressources à utiliser. Cette situation entraîne une pauvreté accrue ainsi qu'une surexploitation des zones humides, et fait de la pauvreté une cause de la dégradation des zones humides. Ce cercle vicieux doit être rompu. Souvent, le tourisme est considéré comme un blocage, mais, comme montré plus haut, il présente des opportunités tout comme des contraintes. Ainsi, la question n'est pas seulement de savoir comment le tourisme pourrait bénéficier à la conservation de la nature, mais – et c'est plus important – comment le tourisme pourrait bénéficier à la conservation de la nature et à la réduction de la pauvreté. Ces récentes années, la dernière question est devenue un sujet de plus grande préoccupation.

Afin de promouvoir les Objectifs du millénaire pour le développement, les organisations internationales ont de plus en plus développé des stratégies touristiques en faveur des pauvres. Par exemple, en 2002, l'OMT/NU a lancé son programme Tourisme durable pour éliminer la pauvreté – *Sustainable Tourism Eliminating Poverty* (STEP). A l'échelle mondiale, l'organisation néerlandaise de développement, SNV, possède maintenant plus de 45 conseillers touristiques dans 25 pays, travaillant sur la réduction de la pauvreté au moyen du développement touristique durable. Les organisations de développement allemandes, suisses et australiennes appuient également le tourisme durable. L'Overseas Development Institute (ODI), basé au Royaume-Uni, en étroite collaboration avec l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et le Centre for Responsible Tourism (Centre pour le tourisme responsable), a lancé un partenariat dans le domaine du tourisme en faveur des pauvres. Il est possible à présent de tirer des leçons de leurs expériences.

Le tourisme en faveur des pauvres est un tourisme qui génère des bénéfices nets pour les pauvres. Les bénéfices peuvent être économiques et environnementaux, tout comme sociaux ou culturels. Le tourisme en faveur des pauvres ne doit pas être con-



Masai vendant des objets artisanaux aux touristes, Marcel Silvius-WI

sideré comme un produit ou secteur spécifique du tourisme, mais une démarche globale. Les stratégies visant à faire en sorte que le tourisme soit en faveur des pauvres s'emploient spécialement à ouvrir des opportunités pour les pauvres dans le tourisme. La focalisation et l'ampleur des initiatives de tourisme en faveur des pauvres varient énormément : elles vont de l'intégration du tourisme dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté à l'organisation de projets touristiques communautaires de petite envergure; de l'établissement de liens entre les sociétés touristiques (internationales) et les pauvres au renforcement des capacités et à l'apport de formation et d'assistance technique. Les perspectives sont nombreuses.

Sept moyens pour les pauvres de tirer profit du tourisme

Selon l'OMT des Nations Unies,¹⁴ il existe au moins sept moyens pour les pauvres de tirer des avantages économiques du tourisme :

- L'emploi : des mesures peuvent être prises pour améliorer le niveau d'emploi des pauvres dans toutes sortes d'entreprises touristiques (hôtels, lieux de villégiature, sociétés de transport, attractions et services touristiques);

- *La fourniture de biens et services aux entreprises touristiques* : des mesures peuvent être prises pour maximiser la proportion de dépense des visiteurs retenue dans la communauté locale et pour engager les pauvres dans le processus de la chaîne d'approvisionnement, afin d'accroître le rendement économique pour eux;
- *Les ventes directes de biens et services aux touristes* : des mesures peuvent être prises pour s'assurer que les pauvres gagnent plus de revenu en vendant des produits et services directement aux touristes; par exemple, en gérant des étals d'aliments et de fruits, en fabriquant des objets d'art, ou en offrant des services de guides, de transport, tels que taxis et bateaux, et d'hébergement;
- *La création et la gestion d'une entreprise touristique* : des mesures peuvent être prises pour promouvoir la gestion par les populations locales d'entreprises touristiques individuelles ou communautaires;
- *L'impôt ou le prélèvement sur le revenu touristique dont les produits bénéficient aux pauvres*. Les recettes des administrations nationales et locales, y compris le revenu général, les taxes d'affaires et de développement, ainsi que des frais plus spécifiques liés au tourisme, tels que les taxes d'aéroport, les taxes de lit et les frais de visas, peuvent être utilisés pour la réduction de la pauvreté;
- *Les dons et appuis bénévoles* : des mesures peuvent être prises pour améliorer l'appui bénévole des visiteurs ou entreprises touristiques aux communautés pauvres;
- *L'investissement dans l'infrastructure* : le développement touristique peut nécessiter de l'investissement dans des infrastructures nouvelles, y compris des routes, l'approvisionnement en eau et en énergie, l'assainissement et les communications. Soigneusement planifié, cet investissement pourrait aussi générer des bénéfices positifs nets pour les populations pauvres de la localité.

14. Voir: UN World Tourism Organisation (2004), *Tourism and Poverty Alleviation. Recommendations for Action*. Madrid : UNWTO.

Traiter quelques contraintes communes

Une approche traditionnelle pour accroître les avantages économiques du tourisme a consisté à attirer davantage de visiteurs (en particulier les arrivées internationales) afin de se focaliser sur les projets touristiques communautaires et de développer le tourisme séparément des autres secteurs économiques dans la région de destination. La présente

brochure recommande une approche axée sur les flux touristiques existants, de préférence intérieurs; le développement du secteur privé, ou – alternativement – des développements communautaires qui sont associés au secteur privé; et la création de liens intrasectoriels et intersectoriels.



Score Ouganda

Encadré 7. Etude de cas : les Iles de Mabamba-Busi en Ouganda

L'UICN Pays-Bas a récemment appuyé un projet réussi en Ouganda, géré par une Ong et une agence de voyage privée, qui bénéficie aux communautés locales. 'Sustaining Community Resources and Experiences in Uganda' (SCORE) et Shoebill Safaris ont conjointement organisé des voyages ornithologiques. Les visiteurs sont attirés par le bec-en-sabot du Nil – l'une des espèces d'oiseaux les plus menacées en Ouganda. La sensibilisation accrue

de la communauté à la conservation de la nature ainsi que les retombées financières et autres du projet ont considérablement réduit la chasse dans les zones humides et leur brûlage. La capture illégale de becs-en-sabot a également diminué. Une association communautaire contrôle les coûts et bénéfices des activités liées au tourisme. Tandis que SCORE se concentre sur les aspects du projet liés à la conservation et à la réduction de la pauvreté, Shoebill Safaris s'occupe de l'organisation,

la promotion et la vente des excursions ornithologiques. Le projet cherche également à stimuler de petits projets d'entreprises des populations locales – construction de restaurants, par exemple – afin d'améliorer les installations touristiques.¹⁵

Tourisme international ou tourisme intérieur?

Dans de nombreux pays, par exemple la Chine, le Brésil et l'Inde, le tourisme intérieur dépasse de loin le tourisme international. Contrairement au tourisme intérieur, le tourisme international, bien que toujours croissant à une moyenne globale de 4,5 % par an, est fortement instable et extrêmement sensible aux événements difficiles à contrôler. Les crises politiques internationales, les catastrophes naturelles ou les maladies peuvent avoir des incidences sérieuses sur l'importance et l'orientation des flux touristiques internationaux. En outre, le tourisme long-courrier utilisant des avions a un impact sérieux sur l'environnement et contribue de façon significative au réchauffement global et à l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Malgré cela, de nombreux pays formulent des politiques visant exclusivement à accroître le tourisme international. Cependant, le tourisme en faveur des pauvres fonctionne mieux lorsqu'il n'est pas totalement dépendant des flux internationaux de touristes, lorsqu'il est assorti aux flux touristiques existants dans la région de destination et lorsqu'on peut développer des réseaux efficaces entre les pauvres et les éléments touristiques traditionnels, et lorsqu'il cible le tourisme existant ou favorise le développement du tourisme intérieur.

Développement communautaire, ou basé sur le secteur privé?

Le développement du tourisme en faveur des pauvres dépasse de loin le tourisme communautaire. Il requiert des mécanismes pour ouvrir des opportunités aux pauvres à tous les niveaux et échelles d'exploitation, et les initiatives communautaires ne sont qu'une composante utile du développement touristique durable en faveur des pauvres. Concilier tourisme et conservation des zones humides et réduction de la pauvreté implique plus qu'une simple focalisation communautaire.

Néanmoins, il y a eu de nombreux projets touristiques communautaires au cours des deux dernières décennies, et naturellement, il y a eu de nombreux succès, plus ou moins importants, Mais aussi des échecs.

Les stratégies touristiques communautaires pour générer de nouveaux bénéfices pour les pauvres se sont heurtées à de nombreux obstacles à la participation économique, y compris le manque de compétences et d'organisation, le peu de connaissance du tourisme, la mauvaise qualité des produits et l'accès limité au marché. Le développement de ces stratégies a souvent été orienté vers l'offre. Trop d'initiatives communautaires reposent sur la construction de pavillons touristiques, qui sont à forte intensité de capital et nécessitent un lourd entretien. L'accent a été mis sur les attractions (et les besoins) dans l'aire de destination, tandis que les opportunités commerciales n'ont été considérées que dans les dernières phases, si tant est qu'ils l'aient été. Cela s'est traduit par le développement de produits touristiques non viables, et le manque de visibilité pour le marché de produits potentiellement intéressants.

Si les projets touristiques durables en faveur des pauvres doivent être une réussite commerciale, ils doivent réussir sur les marchés touristiques compétitifs. Le meilleur moyen d'aider à assurer la réussite commerciale des initiatives est sans doute l'établissement de contacts efficaces avec le secteur privé, y compris les agents de voyage, les voyageurs et les hôteliers. L'offre de microcrédit et d'assistance pour le développement et la distribution des produits peut aussi aider.

La création de liens

Pour nombre des pays en développement, l'augmentation des impacts économiques indirects ou induits et donc, la réduction des fuites, doivent être à l'évidence une priorité. La création de liens a pour but de réduire la part élevée d'importation dans le secteur touristique, et cela pourrait se faire en substituant l'approvisionnement local aux importations étrangères.

Le tourisme en faveur des pauvres pourrait être promu par l'intensification des liens en amont. Les liens intrasectoriels se focalisent sur la manière dont le secteur touristique établi pourrait opérer une jonction avec le secteur touristique local (p. ex., les transports locaux, l'ajout d'excursions locales aux itinéraires, la production de souvenirs locaux ou la

mise en place de nouveaux services internes tels que la garde d'enfants). Les liens intersectoriels (c'est-à-dire, entre différents secteurs de l'économie) sont cependant vitaux pour stimuler l'économie dans son ensemble et empêcher la dépendance à l'égard d'une économie de mono-'culture', telle que le tourisme¹⁶. Bien que les défis en termes de volume, qualité et fiabilité des prestations pourraient être énormes, le tourisme – en particulier les liens avec l'agriculture, peut sensiblement augmenter la contribution au développement économique local. L'encadré 8 décrit la contribution de Sandals Resort à l'économie locale en Jamaïque.

15. Voir K. Olsder (2006), *Tourism and Biodiversity*, Amsterdam : UICN Pays-Bas.

16. D. Meyer (2006), *Caribbean tourism, local sourcing and enterprise development : review of the literature*, Document de travail de PPT no. 18. Sheffield, Royaume-Uni : Centre for Tourism and Cultural Change, Sheffield Hallam University.

Encadré 8. La création de liens : Sandals en Jamaïque

Selon une présentation faite en 2004 au Marché mondial des voyages à Londres, par GTZ Caraïbes (une branche de l'organisation allemande de coopération technique) et Sandals UK, un exploitant de lieux de villégiature, le tourisme classique peut avoir d'importants effets en faveur des couches sociales pauvres. Se fondant sur un projet de recherche réalisé aux Caraïbes (sept lieux de villégiature) ils soutiennent que l'augmentation de la santé sociale/environnementale/culturelle du tourisme de masse a beaucoup plus d'impact que la promotion d'un tourisme durable à 100 %, mais à marché spécialisé. La chaîne de villégiature Sandals offre un exemple de meilleure pratique.

Un centre de villégiature 5 étoiles de Sandals crée en moyenne de 1,5 à 2 emplois par chambre (comparé à la moyenne de 1 emploi par chambre d'un hôtel normal 5 étoiles). Le salaire minimum chez Sandals est de 450 dollars US par mois comparé à 100–250 par mois pour d'autres lieux de villégiature qui ont fait l'objet de recherche, et le salaire mensuel brut (espèces et contribution en nature) pour la hiérarchie de Sandals varie de 700 dollars US à 1 150 dollars US.

Les lieux de villégiature étudiés achètent en moyenne pour 1 million de dollars US à plus de 2 millions de dollars US par an sur les marchés locaux et nationaux. Les seuls lieux de villégiature de l'échantillon qui appuyaient activement les groupements d'agriculteurs locaux pour produire pour leurs besoins étaient ceux gérés par Sandals. Soixante dix sept familles d'agriculteurs peuvent recevoir un revenu de 100 dollars US par mois (et vivre au-dessus du seuil de pauvreté) simplement en fournissant à Sandals des pastèques et des cantaloups. En incluant l'appui fourni aux centres de formation et à l'éducation supérieure pour les membres du personnel, Sandals a dépensé en moyenne 5 millions de dollars US par an (ou plus de 600 dollars US par employé par an) au titre de la formation. L'extension des services de Sandals à la communauté est aussi considérable : la chaîne appuie plus de 200 projets dans des communautés locales caribéennes.

Sandales à Grande Antiques, Sandals Resort & Spa



Du tourisme en faveur des pauvres au tourisme durable en faveur des pauvres

Etant donné que la pauvreté est l'un des facteurs essentiels de la dégradation des zones humides, le tourisme en faveur des pauvres peut être un important instrument pour la réduction de la pauvreté et aussi, la conservation des zones humides. Cependant, il est évident que traiter les besoins des pauvres et en même temps, veiller à ce que le tourisme n'érode pas la base environnementale et culturelle dont il dépend, crée d'importantes difficultés, et il faut une analyse soigneuse d'une large gamme d'impacts ayant des coûts et bénéfices différentiels (voir, par exemple, Encadré 9). L'analyse doit, entre autres, peser divers facteurs critiques, y compris les types de tourisme à développer, les régimes de la planification, le régime foncier, les

contextes du marché et l'accès aux capitaux et à la formation. Les approches en faveur des pauvres nécessitent aussi des partenariats et des processus multiacteurs.

Partenariats pour le développement touristique durable en faveur des pauvres

Les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les pauvres eux-mêmes ont tous d'importants rôles à jouer dans le développement touristique durable en faveur des pauvres dans les zones humides.

Au niveau national, les gouvernements peuvent faire beaucoup, par exemple en intégrant le tourisme durable en faveur des pauvres dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques touristiques et les stratégies des petites entreprises. Le secteur privé peut être directement impliqué dans les

projets – souvent communautaires – gérés par des organisations non gouvernementales et doit être responsable de l'élargissement des liens intra- et intersectoriels. Les pauvres eux-mêmes sont d'une importance vitale pour le développement touristique durable en faveur des pauvres. Ils ont souvent besoin de s'organiser – par exemple au niveau communautaire – afin de s'engager efficacement dans le tourisme. Les organisations non gouvernementales sont souvent un important catalyseur et peuvent réunir les intervenants. En effet, pour que le tourisme durable en faveur des pauvres puisse fonctionner, les intervenants dont les intérêts sont souvent opposés doivent travailler ensemble pour trouver des solutions communes et effacer leurs différences.



Encadré 9. Etude de cas : conservation des tortues marines à Tortuguero, au Costa Rica

L'exemple de Tortuguero, au Costa Rica, illustre les difficultés liées à la conciliation du tourisme, de la réduction de la pauvreté et de la conservation des zones humides.¹⁷ Les plages de Tortuguero sont visitées chaque année par des milliers de tortues marines nicheuses, et les villageois ont l'habitude de prélever aussi bien les tortues que les oeufs. Cependant, les tortues nicheuses sont à présent une attraction touristique : grâce au tourisme, les tortues vivantes ont beaucoup plus de valeur pour la communauté que la viande ou les oeufs n'en ont jamais eue. Avec la mise en place d'une conservation fortement soutenue par la communauté, les effectifs

de tortues et de touristes se sont accrus en tandem. Le nombre de tortues nicheuses a augmenté de plus de 400 % entre 1971 et 2003, tandis que le nombre de visiteurs est passé de 226 en 1980 à plus de 80 000 en 2004. Rien qu'en 2002, le revenu brut généré par le tourisme lié aux tortues à Tortuguero était estimé à plus de 6 millions de dollars US, provenant des pensions, hébergements, services de transport, ventes de souvenirs, et frais des parcs nationaux et tours guidés. Comme le montre le cas de Tortuguero, les effets du tourisme n'ont pas été immédiats et à grande échelle. En effet, il a fallu plusieurs années avant que les bénéfices du

tourisme lié aux tortues marines ne commencent à se matérialiser. De plus, bien que l'essentiel des bénéfices du tourisme naturel accru soient conservé au niveau de la communauté, les résidents n'ont pas tous eu égalité d'accès aux nouvelles opportunités économiques. Le village dispose de présent d'un système d'eau public et une installation de traitement des déchets a été construite, mais il n'existe pas de système d'égouts. De plus, le tourisme a favorisé d'autres problèmes tels que la production accrue de déchets solides et d'eaux usées, la prostitution et l'augmentation de l'abus de drogues et d'alcool.

Voir aussi www.panda.org

Tortuguero, Elise Allart-TUI Nederland / Tortue, Peggy van Beek - IUCN NL

Quelques-uns des principaux rôles des intervenants dans le tourisme durable favorable aux pauvres sont résumés ci-dessous. Les principales recommandations de certaines des organisations internationales concernées sont les suivantes :¹⁸

Les gouvernements peuvent :

- inclure le tourisme dans les stratégies et programmes d'action sur la réduction de la pauvreté, et vice-versa; par exemple, en intégrant le tourisme durable favorable aux pauvres dans les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté et en incluant les questions relatives à la pauvreté et à la conservation de la nature dans la planification du tourisme, le développement d'infrastructures, la législation et le marketing;
- utiliser les contrôles de la planification, les accords et les incitations économiques pour le secteur privé, afin de promouvoir le tourisme durable en faveur des pauvres;
- fournir de l'assistance technique et financière aux petites entreprises touristiques communautaires. Des incitations fiscales sélectives, des programmes de renforcement des capacités, des programmes de petites subventions et de microcrédit, ainsi que l'aide dans le domaine des études de marché et du marketing, pourraient appuyer les petites entreprises touristiques communautaires pour produire des bénéfices pour les pauvres;
- introduire des lignes directrices, des indicateurs et des systèmes de certification qui encouragent le développement touristique durable en faveur des pauvres.

Les sociétés privées peuvent :

- adopter des politiques d'emploi qui offrent des opportunités aux pauvres;
- développer des chaînes d'approvisionnement local qui maximisent l'utilisation de fournisseurs, produits et services locaux;
- aider à accroître la connaissance de l'industrie du tourisme chez les pauvres, les communautés, les gouvernements et les Ong;
- établir des partenariats avec les résidents, les communautés et les projets locaux, qui bénéficient



Encadré 10. Etude de cas : Les zones humides de St. Lucia¹⁹

Safari à pied dans le Parc de zone humide de St Lucia, Marcel Silvius - WI

Le cas de St. Lucia dans le KwaZulu Natal, en Afrique du Sud, illustre comment de nombreux intervenants sont impliqués dans l'expansion du développement touristique durable en faveur des pauvres. A St. Lucia, un Site Ramsar et Site du patrimoine mondial, le tourisme a été identifié comme l'une des principales initiatives en matière d'investissement. Le Greater St. Lucia Wetland Park ambitionne de devenir un modèle international combinant conservation de la nature, réduction de la pauvreté,

participation communautaire, autonomisation des noirs et tourisme. Un investissement de 50 millions d'euros devrait créer 900 emplois permanents et des milliers d'emplois temporaires dans le KwaZulu Natal.

L'autorité responsable de la zone humide favorise, à l'évidence, les partenariats public-privé et a développé, au cours du processus de soumissions pour les concessions, des critères non négociables reflétant des questions d'autonomisation des noirs et

de réduction de la pauvreté. Elle a désigné un panel d'évaluation consistant en représentants des parcs nationaux sud-africains, de Tourism KwaZulu Natal ainsi que de son propre conseil. Le panel a examiné la viabilité environnementale et économique et s'est focalisé sur la prise de participation, la création d'emplois et la passation des marchés, en se concentrant sur la participation des communautés locales. En outre, un rendement financier minimum devait être garanti pour le parc.

directement aux pauvres;

- adopter des programmes de gestion de l'environnement et de certification qui minimisent les impacts du développement touristique sur l'environnement;
- fournir aux visiteurs des informations sur les activités qui peuvent bénéficier aux pauvres et encourager leur appui pour les communautés locales.

Les organisations non gouvernementales peuvent :

- servir de catalyseurs et de liaison entre les intervenants;
- investir dans la formation, le renforcement des capacités et l'assistance technique au profit des pauvres, pour accroître leur connaissance de l'industrie touristique et de la conservation des zones humides, et former à la gestion de petites entreprises communautaires;

- identifier des projets, de bonnes pratiques, des produits et services qui pourraient être reliés à des opérateurs touristiques privés et aux touristes;
- développer des processus qui augmentent la voix des pauvres au niveau politique, et appuyer des campagnes visant à renforcer les objectifs en faveur des pauvres du développement touristique durable;
- aider à prévenir des attentes irréalistes chez les pauvres.

Les bailleurs de fonds internationaux, les organismes d'aide au développement et les organisations de conservation de la nature peuvent :

- promouvoir le tourisme durable en faveur des pauvres dans le programme d'action international,

- y compris le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS/GATS), avec d'autres gouvernements et l'industrie du tourisme;
- appuyer les initiatives de tourisme durable favorable aux pauvres, aux plans technique et financier;
- s'assurer que les consultants et experts touristiques sont sensibles aux questions liées au tourisme durable en faveur des pauvres, compte tenu de leur influence considérable dans la planification du tourisme à divers niveaux;
- travailler ensemble pour aider au développement touristique durable en faveur des pauvres par le partage de connaissances et d'informations; collaborer sur les matériels de conseils; collecter, analyser et systématiser les expériences acquises; et éviter la duplication.

Les processus multiacteurs

Le développement touristique durable en faveur des pauvres comporte plusieurs intervenants. Bailleurs de fonds, organismes gouvernementaux, Ong, entreprises privées et groupes spécifiques au sein des communautés ont leurs propres intérêts et valeurs particuliers – de fait, leurs propres 'langues' et 'cultures'. Ainsi, concilier la réduction de la pauvreté, la conservation de la nature, les Ong et les gouvernements, les intérêts commerciaux du secteur privé et la satisfaction des touristes est une tâche ardue. Le développement touristique durable en faveur des pauvres revêt des significations différentes en fonction des intérêts de ceux qui le définissent, et les intérêts de la communauté locale ne correspondront pas automatiquement à ceux des autres; pas plus qu'il n'est probable qu'ils seront les mêmes pour toutes ses composantes.



**Encadré 11. Etude de cas :
Bunaken National Park, Indonésie**

L'aménagement et la gestion du parc national de Bunaken, en Indonésie, sont un exemple de processus multiacteurs. Le parc a été créé en 1991 pour protéger ses récifs et ses mangroves ainsi que leur biodiversité exceptionnelle. Le Gouvernement de l'Indonésie a mis en place le conseil consultatif de gestion de Bunaken – Bunaken Management Advisory Board (BNPMAB) qui regroupe plusieurs acteurs. Les 15 sièges du conseil ont été affectés à huit organisations non gouvernementales et sept organisations gouvernementales, comprenant des représentants des villages locaux, des autorités responsables du parc, des Départements du tourisme et de la pêche, de l'université locale et du secteur touristique privé.²¹

En 2004, le conseil a été élargi à 19 membres, pour y inclure de nouveaux intervenants. Tous ont joué un rôle actif dans le développement de zones exclusives pour la plongée sous-marine, la collecte de bois, la pêche, et d'autres formes d'utilisation. En 2006 l'entrée à Bunaken pour les visiteurs étrangers s'élevait à 50 000 Rp (à peu près 6 dollars US) pour un billet journalier ou 150 000 Rp (environ 17 dollars US) pour un billet d'entrée en plastique imperméable valable pour toute une année civile. Le visiteur doit toujours porter sur lui ce billet lorsqu'il est à l'intérieur du parc; il peut facilement le fixer aux équipements de plongée sous marine ou de plongée en apnée ou aux extincteurs dorsaux. Le système de droits d'entrée a été adapté du

système très connu du Bonaire Marine Park. A Bonaire, l'organisme de direction, Stichting Nationale Parken (STINAPA), a récemment introduit un système de droits d'entrée pour les visiteurs, y compris les plongeurs et les propriétaires de bateau, qui a généré un revenu de 500 000 dollars US en 2005. Ce revenu prend en charge les coûts des tâches élémentaires de gestion (éducation, recherche, gestion et application de la loi). A Bunaken, le système a réussi à collecter plus de 420 000 dollars US pour des programmes de conservation au cours de la période 2001–2004.²² Le Bunaken Marine Park a été le gagnant international du prix British Airways Tourism for Tomorrow Award en 2003.

Plage de la Station balnéaire de la jungle de Pulisan, Sulawesi

Des techniques d'implication des intervenants et des outils de planification divers pour le développement touristique durable dans les aires naturelles, existent, pour traiter les potentiels conflits d'intérêts dont la discussion dépasse le cadre de cette brochure. Cependant, la clé de la réussite et de l'efficacité de la planification du développement touristique durable en faveur des pauvres dans les aires humides est l'intégration d'aspects plus techniques dans le processus de planification (par exemple, gestion des ressources et des visiteurs, développement de produits et marketing) avec la participation publique de l'ensemble des intervenants. Toutefois, les questions de pouvoir et de politique, au sein des communautés et entre les communautés et les étrangers, doivent toujours être prises en compte.

En conséquence, les processus multiacteurs qui visent à être équilibrés, légitimes et ouverts, devraient remplir au moins l'un des critères suivants²⁰ :

- les intervenants doivent être impliqués dès le départ, être d'accord avec le processus et son programme et ainsi, avoir le sentiment 'd'appropriation' du processus;
- tous les intervenants doivent être représentés, et les participants doivent être mandatés pour représenter leur organisation ou groupe;
- Tous les intervenants doivent avoir égalité d'accès aux informations, aux ressources et à l'expertise;
- Il doit y avoir de la clarté quant à la manière dont les décisions sont prises et quelle influence les participants auront.

Tortuguero,
Elise Allart-
TUI Nederland



17. D'après WWF (2006), *Species and people : Linked Futures*. Gland : WWF International.

19. Mail & Guardian Online, 11 mai 2004. Voir : http://www.mg.co.za/articledirect.aspx?area=mg_flat&articleid=79055

20. R. Sidaway (2005), *Resolving Environmental Disputes. From conflict to consensus*, Londres : Earthscan.

21. Voir, p. ex., X. Font, J. Cochrane et R. Tapper (2004), *Tourism for Protected Area Financing : Understanding Tourism Revenues for effective management plans*, Leeds, Royaume-Uni : Leeds Metropolitan University.

22. Voir : <http://www.sulawesi-info.com/bunaken.php>

Conclusion

La relation complexe entre zones humides, réduction de la pauvreté et développement touristique durable est évidente. Il est tout aussi évident que les opportunités de développement touristique doivent être abordées avec prudence. Les organismes et les autorités chargées de la promotion du tourisme dans les zones humides dans le cadre de leurs plans de gestion doivent faire preuve de réalisme au sujet du potentiel de collecte de fonds touristiques. En effet, de nombreux gestionnaires de sites ont tendance à sous-estimer les coûts du tourisme.

Le développement touristique durable en faveur des pauvres n'a pas été tellement essayé et mis à l'épreuve; il n'existe encore aucun plan dans ce sens. Néanmoins, une étude des projets et de la littérature à travers le monde autorise à penser qu'il y a des leçons communes à apprendre :²³

- Le développement touristique durable en faveur des pauvres doit comporter une *diversité d'actions*, du niveau macro au niveau micro, y compris le développement de produits, la planification, le marketing, l'investissement, le zonage, la gestion de l'environnement, le renforcement des capacités et la formation;
- *Les questions liées à l'emplacement* : Le développement touristique durable en faveur des pauvres fonctionne mieux là où la destination plus étendue se développe bien, et où des liens et réseaux efficaces peuvent être développés entre les populations pauvres et les activités touristiques traditionnelles;

- Assurer la *viabilité commerciale* est une priorité. Il faut prêter une grande attention à la demande, à la qualité des produits, au marketing, à l'investissement dans les compétences en affaires et à l'inclusion du secteur privé;
- Les *avantages autres que financiers* (services de santé, participation, éducation, conservation) sont également importants;
- Le développement touristique durable en faveur des pauvres comporte de *nombreux intervenants*. L'incorporation de bailleurs de fonds, d'organismes gouvernementaux, d'Ong, d'entreprises privées et - de groupes spécifiques au sein - des communautés est une tâche essentielle mais astreignante et qui absorbe du temps.
- *Le financement externe* est nécessaire pour prendre en charge les coûts substantiels de la mise en place de partenariats, de la formation et de la révision des politiques, etc.
- Le développement touristique durable en faveur des pauvres est *un investissement à long terme*; il n'y a pas de solutions rapides. Il faut gérer les attentes et développer des bénéfices à court terme;

- Avant de s'embarquer dans une nouvelle aventure, il convient de déterminer si le développement touristique durable en faveur des pauvres est effectivement une option de développement et de conservation viable. Une *évaluation rapide* pourrait indiquer quel développement touristique dans les zones humides doit être poursuivi, et dans quelles conditions. Cela permettrait de sensibiliser au potentiel touristique et aux risques liés au tourisme.²⁴
- Les projets de démonstration, la recherche pour capter les expériences, des politiques et partenariats solides, et surtout, un investissement à long terme, sont tous nécessaires. Avec plus de résultats et d'expériences tirés de ces activités, il pourrait être possible de contribuer aux objectifs du millénaire pour le développement, en intégrant la gestion durable des zones humides dans les stratégies de réduction de la pauvreté, tout en saisissant les opportunités offertes par le développement touristique durable.

23. Voir www.pro-poortourism.org.uk

24. Voir, p. ex., B. Steck (1999), *Sustainable Tourism as a Development Option, Practical guide for local planners and decision makers*. Eschborn : GTZ, et SNV (2001), *SNV and sustainable tourism. Background Paper*. La Haye : SNV Netherlands Development Organisation. <http://www.snvworld.org/cds/rgTUR/>



De gauche à droite : Bateau plongeoir à Bunaken / plongeur, TUI Nederland / Vente de jus d'aguajal à Iquitos, Pérou, W. Guzmán / Buffet en République dominicaine, TUI Nederland / Iguane, Bonaire, TUI Nederland

Ressources Internet utiles

www.propoortourism

Ce site web offre des informations mises à jour sur le tourisme en faveur des pauvres : un tourisme qui a pour résultat des bénéfices nets accrus pour les populations pauvres. On peut y télécharger divers rapports de recherches et d'études axés sur les moyens d'accroître la contribution du tourisme à la réduction de la pauvreté.

www.snvworld.org

Le tourisme est l'un des domaines d'intervention de l'organisation néerlandaise de développement SNV. Un guide de référence sur le tourisme durable, accompagné de nombreux documents et documents d'information, est disponible sur le site <http://www.snvworld.org/cds/rgTUR/>

www.uneptie.org/pc/tourism/

Le PNUE a été désigné par la Commission sur le développement durable coordonnateur interinstitutions ou organisme chef de file chargé de la mise en œuvre des questions d'Agenda 21 sur le tourisme. Avec l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT/NU), le PNUE est le principal point focal sur le tourisme durable pour la commission sur le développement durable et pour la Convention sur la diversité biologique.

www.panda.org

Le WWF exécute, partout dans le monde, un certain nombre de projets dans lesquels le tourisme, la réduction de la pauvreté et la conservation de la nature sont liés. On peut télécharger à partir de ce site web plusieurs publications clés.

www.ecotourism.org

Ce groupe basé aux Etats-Unis offre le maillage et des directives opérationnelles aux opérateurs de tourisme écologique et de gîtes écologiques, ainsi que des services d'informations aux chercheurs et aux protecteurs de l'environnement.

www.nationalgeographic.com/travel/sustainable/index.html

Le National Geographic Centre for Sustainable Destinations offre des informations et des ressources aux communautés et aux professionnels, ainsi qu'aux voyageurs.

www.world-tourism.org/frameset/frame_sustainable.html

L'organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT) œuvre à la promotion et au développement du tourisme. Le site fournit des statistiques récentes sur le tourisme et comporte une section tourisme durable avec des définitions, des informations sur les événements pertinents et des listes d'activités et de publications de l'OMT.

www.wttc.org

Le Conseil mondial du tourisme et des voyages – World Tourism and Travel Council (WTTTC) représente l'industrie des voyages. Ses membres sont essentiellement de grandes entreprises. Le site comporte des informations sur le tourisme durable et divers services et initiatives du WTTTC. Chaque année, le WTTTC effectue des études de recherche approfondies sur un échantillon de pays. Ces Rapports-pays spéciaux quantifient tous les aspects de la demande de voyage et de tourisme puis traduisent ces informations en concepts économiques de production, qui peuvent être comparés à d'autres industries et à l'économie dans son ensemble, pour offrir des informations qui aideront la prise de décision en matière de stratégie et d'affaires.

www.ramsar.org

La mission de la Convention de Ramsar est la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides à travers des actions locales, nationales et régionales ainsi que la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable partout dans le monde. Le site web fournit des documents clés ainsi que des directives techniques sur la gestion des zones humides.

Participants

La présente brochure a été développée à travers la coopération entre Wetlands International, le Comité néerlandais pour l'UICN, la Convention de Ramsar, l'organisation néerlandaise de développement Cordaid, le voyageur TUI Nederland et le Groupe Tourisme & Environnement de l'Université et Centre de Recherche de Wageningen. Ces organisations, de concert avec de nombreuses autres, appuient l'utilisation rationnelle et la conservation des zones humides, ainsi que la réduction de la pauvreté, par le biais du développement touristique.



Wetlands International

Wetlands International est la seule Ong mondiale vouée à la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides. Wetlands International travaille aux niveaux mondial, régional et national pour réaliser la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, au profit de la biodiversité et du bien-être de l'humanité.

www.wetlands.org



Cordaid

Cordaid est une organisation de développement de tradition catholique. Cordaid appuie partout dans le monde les pauvres et les sans droits, et lutte pour la justice sociale et économique. Cordaid soutient ces personnes et leurs organisations sans distinction d'âge, de formation, de croyance religieuse ou de conviction politique. www.cordaid.nl



UICN - Comité National des Pays-Bas (CN-IUCN)

La mission de l'UICN – Union mondiale pour la nature – est de promouvoir la conservation de la nature dans un monde juste. L'UICN - Comité National des Pays-Bas (CN-IUCN) a été créé en 1983 et sert de plateforme aux membres hollandais de l'UICN, ainsi qu'aux membres hollandais des six commissions internationales de l'UICN. Il réalise plusieurs programmes de petites subventions, y compris un programme de Petites Subventions pour les zones humides ainsi qu'un programme sur Biodiversité & Tourisme. www.iucn.nl



Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale

La Convention sur les zones humides, signée à Ramsar, en Iran, en 1971, est un traité intergouvernemental qui fournit le cadre d'action nationale et de coopération internationale. La Convention a pour mission la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides, à travers des actions locales, régionales et nationales et la coopération internationale, en guise de contribution à la réalisation d'un développement durable partout dans le monde.

www.ramsar.org



TUI Nederland

Avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliards d'euros, TUI Nederland est le

leader sur le marché dans le secteur touristique néerlandais. Chaque année, TUI Nederland emmène plus de 1 million d'hôtes (1,2 million en 2005) vers des destinations partout dans le monde. Les voyageurs Arke, Holland International et KRAS sont actifs sous les auspices de TUI Nederland qui gère plus de 220 agences de voyage et une ligne aérienne, ArkeFly. TUI est le représentant néerlandais de World of TUI, la plus grande organisation de voyage en Europe.

www.tuinederland.nl



Groupe Tourisme & Environnement (TE) de l'Université et Centre de Recherche de Wageningen

Le Groupe TE est une communauté de professionnels et membres d'institutions académiques dotés d'expérience, qui font de la recherche scientifique appliquée ainsi que de l'éducation et de la formation, pour promouvoir le développement touristique durable à travers le monde. Le Groupe TE combine l'expertise de trois différentes organisations : l'organisation non gouvernementale internationale World Leisure, par le biais de son Centre d'excellence internationale (WICE), l'Institut Alterra et le Groupe d'analyse sociospatiale, tous deux de l'Université et Centre de Recherche de Wageningen (WUR).

www.dow.wur.nl/sal

Mission :

Soutenir et restaurer
les zones humides,
leurs ressources et
leur biodiversité
pour les générations
futures.

Pour de plus amples informations, visiter notre site web ou nous contacter.

Site web : www.wetlands.org

Wetlands International
PO Box 471
6700 AL Wageningen
Pays-Bas
Tél. : +31 317 478854
Fax : +31 317 478850
E-mail : post@wetlands.org

